

LACIM infos

Des nouvelles des 4 coins du monde



N°17

Bulletin semestriel

Février 2010

Éditorial

AGISSONS ENSEMBLE POUR HAÏTI!



Enfants du Centre de nutrition
de Carice en Haïti.

Sommaire

L'actualité : séisme en Haïti

- 2 jumeaux au cœur du séisme p.2
- Beauséjour et Port-au-Prince p.2/3
- Retour de mission en Haïti p.8
- Dons pour Haïti p.8

La vie de l'association

- Prochaine AG p.3
- & Inauguration de la nouvelle exposition sur les Adivasi

A propos de l'Inde

- Naitre fille en Inde aujourd'hui p.4/5

A propos du Mali

- Bilan des projets LACIM p.6/7
- région de Bamako
- Témoignages au Mali p.7

Courriers de nos amis d'Haïti

- Goyavier p.3
- Grande Rivière du Nord p.3
- Port-au-Prince p.3
- Verrettes et Bassin Bleu p.3
- Dupity p.3
- Carice p.8
- Mont Organisé p.8

Le mot du président

Chers amis,

L'actualité de ce début d'année 2010 est marquée par ce que vivent nos amis Haïtiens. Le tremblement de terre a eu des conséquences dramatiques en pertes de vie humaines. Sans parler des immenses dégâts matériels, de nombreux survivants sont blessés, mutilés et vont avoir besoin d'aide pour continuer à vivre.

La situation de nos jumeaux est longuement évoquée dans ce numéro avec des propositions pour recueillir des fonds que nous nous efforcerons d'utiliser avec un maximum de discernement à partir des demandes de nos amis. Déjà il est évident que si les 2 communautés situées dans la zone du séisme ont beaucoup souffert, tous les autres jumelages vont avoir besoin de notre aide pour faire face aux conséquences de l'afflux de réfugiés. D'avance merci de votre générosité.

Cette actualité dramatique ne doit pas nous faire oublier l'existence de la crise économique mondiale. Dans nos pays développés, elle se traduit par des centaines de milliers de chômeurs en plus et donc des familles avec des ressources réduites, déstabilisées, inquiètes pour leur avenir. Et cette année risque d'être encore plus difficile du fait des chômeurs arrivant en fin de droit.

L'an dernier, j'avais dit l'espoir qu'au sein de LACIM, l'esprit de solidarité qui nous pousse à agir ici et là-bas, allait nous permettre de continuer à aider nos amis. Cet espoir n'a pas été déçu et cette année encore, nos ressources sont en progression. Un grand merci à toutes et à tous.

Depuis plusieurs années, au cours de 2 voyages de 3 semaines, je visite les 40 jumelages de la région de BAMAKO. Nous avons encore beaucoup à faire et malgré l'aide apportée, certains villages connaissent encore la faim comme j'ai eu l'occasion de témoigner. Mais l'impact des projets que nous menons me permet de penser que nous sommes sur la bonne voie. Il ne faut pas les abandonner « au milieu du gué ». Je suis persuadé qu'ailleurs aussi, les choses bougent.

En cette année 2010, malgré les difficultés, continuons donc à nous mobiliser pour nos amis. Comme je vous le disais l'an dernier, nous restons très souvent leur seul espoir d'une vie meilleure pour eux et pour leurs enfants.

André JOSSE



Arbre de vie. Fer martelé d'Haïti.

Le tremblement de terre ravageur du 12 janvier en Haïti, nous a tous brisé le cœur.

En 1 minute trente, la ville de Port-au-Prince s'est effondrée, de même que les villes plus proches de l'épicentre du séisme, Léogane, Jacmel, Value, et bien d'autres petites localités.

Depuis plusieurs semaines nous découvrons pas à pas l'horreur du drame dans ce pays déjà si pauvre, traversé de tant de souffrances et qui pleure maintenant ses morts.

La solidarité internationale s'organise et afflue de tous les pays du monde. Les gens sur place se débrouillent et s'entraident avec le peu de moyens qui leur restent. Beaucoup fuient vers les campagnes où l'on craint qu'il n'y ait pas assez à manger pour tous. Le temps des semences approche mais il n'est pas sûr que les petits agriculteurs arrivent à s'approvisionner pour pouvoir planter en quantité suffisante.

De ces décombres, de ces vies brisées, de ces villes détruites, comment ne pas souhaiter et espérer que naisse de nouvelles formes de solidarité, des projets solides pour reconstruire tout un pays, une économie laminée, une administration réduite à néant, des crèches et des écoles effondrées, ...

Il y a une multitude de familles sans ressources à qui il va falloir apporter de l'aide sur le long terme.

Aidons tous ensemble ce peuple d'Haïti à se relever, ces villages avec qui nous sommes jumelés à retrouver espoir!

Catherine AMBLARD,
responsable communication.

« Haïti, ma patrie!
Terre ravagée et anéantie.
Mère amère, Haïti ma misère,
ma douleur, ma vie écrite
dans toutes les langues
et de toutes les couleurs.
Il a fallu que ce soit encore toi?
Et pourquoi? »

Extrait d'une poésie écrite le 15 janvier 2010
par Betty BRUTUS-ALEXANDRE. Paris.

2 jumelages LACIM au cœur du séisme : Le Centre Rosalie à Port au Prince et Beauséjour près de Léogane

LACIM a 9 jumelages en Haïti. Parmi eux 2 jumelages ont été très touchés par le récent séisme de janvier.

Le premier se trouve à **Port-au-Prince** dans le bidonville de **St Antoine**. Il s'agit du **Centre scolaire Rosalie** tenu par les religieuses de St Joseph de Cluny. Le bâtiment a été très abîmé, il y a eu quelques blessés et 19 décès parmi les élève

ou les professeurs.

Le second **Beauséjour** à l'épicentre du séisme se trouve près de Léogane, une ville de 130 000 habitants détruite à 90%. 1/4 de la population pourrait avoir péri dans cette ville.

Beauséjour se trouve dans la montagne à 2000 m. On y accède difficilement. Nous savons que le Père Ronal FLER-VIL qui est notre partenaire et correspondant là-bas est en vie.

Nous sommes très inquiets pour les habitants, car nous n'avons pas de nouvelles à ce jour... On peut supposer qu'il y a eu des dégâts importants dans les habitations, les canalisations et les citernes d'eau, l'école, le petit centre de santé, l'église... Et que les secours ne sont peut-être pas encore parvenus.

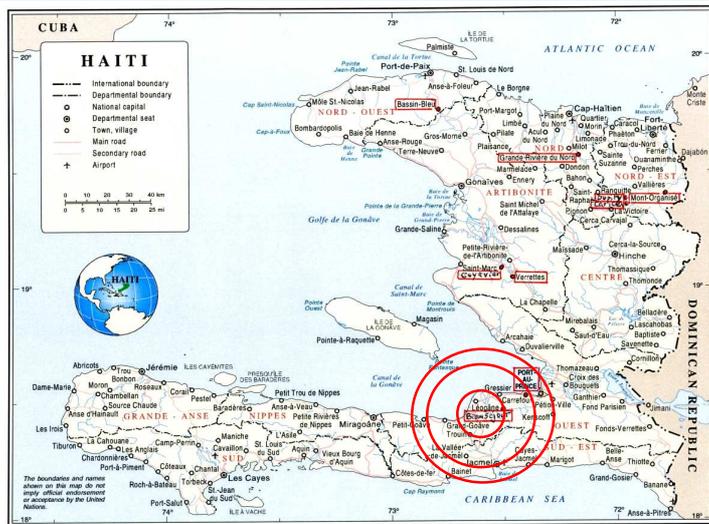
Pour les autres jumelages situés dans d'autres régions, les secousses ont été fortement ressenties mais il n'y a que des dégâts mineurs. **Il est à craindre cependant que l'afflux de**

populations venues se réfugier auprès de leurs familles depuis les zones de séisme pose beaucoup de problèmes : habitations trop petites, nourriture insuffisante pour chacun.

Le souci va être en cette période de printemps de pouvoir planter de quoi nourrir tout le monde. Les jumelages français devront être attentifs à cette situation de pénurie encore plus grande qu'à l'ordinaire.

La commission Haïti.

Carte des jumelages LACIM en Haïti



Zone du séisme magnitude 7 du 12 janvier 2010

Haïti : points de repères



- * Près de 10 millions d'habitants
- * Superficie : 27750 km²
- * Capitale Port au Prince 3 millions d'habitants
- * Langue officielle : français et créole
- * 65% de chômage
- * 80% d'habitants en dessous du seuil de pauvreté
- * 54 % souffrent de malnutrition
- * 40% de la population a moins de 15 ans
- * mortalité infantile : 58 pour 1000 (3,5 pour 1000 en France)
- * L'espérance de vie est de 58 à 60 ans (selon les sources).

Des chiffres impressionnants...

Témoignage au retour de mission: Une pauvreté inimaginable, des gens formidables...

La commission Haïti nous a envoyés, visiter 6 jumelages sur 9 que LACIM a dans l'île ; 3 dans le nord de l'île, et 3 dans la région de Port-au-Prince. L'objectif des visites sur site portait sur l'évaluation de projets financés par LACIM et répondant aux besoins exprimés par la population.

Arrivés le jeudi 7 janvier à St Domingue, nous faisons d'abord 5 heures de bus pour arriver à Dajabon, ville frontalière avec Haïti, au nord de l'île ; traversée d'une belle ville, Santiago, d'une longue plaine avec des rivières, un pays certainement pauvre, mais structuré.

L'arrivée à Haïti fait un choc : de l'autre côté de la rivière, c'est un terrain vague, avec quelques 4X4, de petits marchands : c'est Haïti...

Ce qui frappe très vite, c'est le manque d'Etat ; à part

une belle route de Cap Haïtien à Ouanaminthe, refaite par l'Union Européenne il y a quelques années, pour accéder à des villages (ou bourgs) de 15 000 à 20 000 habitants, il n'y a que des pistes. De petits bouts ont été cimentés, au gré des « projets », sans coordination avec la population.

Pas d'eau potable pour tous.

Pas de réseau électrique.

Nous demandons ce que font les élus : « rien », répond l'un, éclat de rire d'un autre, « pas grand-chose » disent les plus optimistes. Voilà donc le pays qui fut la « perle des Antilles » au XIXe siècle.

Les 3 visites que nous avons effectuées - sur les 6 que nous devons faire - ont été riches d'enseignement.

Peut-on parler de villages, de bourgs ? Avec une population d'environ 14 000 habitants,

Dupity s'étale sur plusieurs heures de marche, de petits hameaux, un habitat très dispersé, relié par des pistes où

souvent ne peuvent circuler que des piétons, de petits chevaux, des motos ; les 4x4 passent s'il



Carice, le 4x4 embourbé

n'a pas trop plu, tant la boue argileuse est épaisse.

Et pourtant, dans certains de ces bourgs, des ONG bien implantées, des Eglises, institutions stables dans ce pays très religieux, essaient de rendre la vie moins dure à la population, en soignant, éduquant, en mettant en place des

jardins, des plantations, de mini entreprises, des micro crédits pour faire de petits commerces etc.

A Dupity, c'est le prêtre de la paroisse qui joue ce rôle. Quand un problème se pose, il réunit les gens concernés, un comité s'établit, avec formation d'une ou plusieurs personnes, le Père Enorce BRUNOT cherche des fonds, l'action commence avec la participation de la population. **Adduction d'eau** pour une fontaine dans le village, **boulangerie** faisant travailler 9 personnes, **dispensaire**, accueil des enfants dans les écoles, centres



Dupity, un repas servi au Centre de nutrition pour les enfants

de nutrition (financés par LA-CIM) ... Les projets ne manquent pas.

A Mont Organisé, une religieuse AMI, Sr Béatrice, a eu un **objectif différent** : à côté de l'école paroissiale, elle a créé un **collège et un lycée** (seule la 2de fonctionne cette année), entièrement financé par LACIM, en vue de former des jeunes qui pourront prendre des responsabilités plus tard.

A Carice, les Sœurs AMI sont présentes à côté de la paroisse, depuis 40 ans. C'est autour d'une sœur, Marie-Thérèse, que s'organise une série d'activités : le dispensaire travaille étroitement avec le Centre Timoun Byen Vini, le C T B V, pour que les enfants se développent bien : les enfants dénutris sont repérés, puis bénéficient, dans le village et 4 hameaux, d'une nourriture adaptée ; une quinzaine de moniteurs et monitrices ont été embauchés, les mamans sont formées, les familles responsabilisées. A partir de 2 ans, les en-



CTVB Chargement de nourriture pour un hameau



Fabrication du mayi-ji aliment nutritionnel

fants sont accueillis dans un **jardin d'enfants** dont la pédagogie, sinon l'environnement, vaut celle de nos Maternelles. Sur le CTBV se sont greffées d'autres activités, **jardins familiaux, plantation d'arachides**



Jardins familiaux collectifs

avec 17 planteurs, **fabrication d'une poudre reconstituante, le mayi-ji**, et d'autres projets. LACIM finance en partie ces projets. L'approvisionnement en nourriture connaît des difficultés.

Nous devons partir de Carice le mercredi 13 pour Port-au-Prince. Vous connaissez la suite ; nous apprenons le séisme le matin seulement, grâce à Internet et nous mesurons l'étendue de désastre : pas question d'aller là-bas. Nous devons visiter 3 autres jumelages, prendre des contacts... mission terminée.

Nous n'oublierons jamais no-

tre angoisse quant au sort des amis qui devaient nous accueillir et des gens que nous devons rencontrer; la tristesse incommensurable de toute une population ; la plupart ont de la famille dans cette immense métropole ; l'angoisse du lendemain : « nous n'avons plus de pays » avons-nous entendu ; la longue file devant le seul poste téléphonique de village...

Toutes les activités administrative, bancaire, économique, commerciale, étaient centralisées à Port-au-Prince. **Que vont devenir ces lieux loin de tout ?** Toutes ces activités ? Avec l'afflux de population qu'il faudra nourrir et soigner ? **Les difficultés de s'approvisionner** en produits de base, nourriture, fuel pour circuler et faire marcher les rares générateurs ? Avec la hausse des prix qui s'annonçait déjà ? **Notre aide doit s'intensifier.**

Annie BOUDOT, responsable de la commission Haïti, et Albert BOUDOT, comité du Creusot (71).

Témoignages et courriers de nos amis jumeaux d'Haïti

Goyavier (près de St Marc)
« Je ne sais quel mot je dois utiliser pour remercier Dieu. Ce jour là j'étais à Port-au-Prince chez ma famille. Notre maison s'est effondrée, le Seigneur nous a épargné la mort. Nous avons maintenant des gens à l'hôpital qui ont des jambes brisées Saluez pour moi mes amis de LACIM. » 18/01/10.
« Salut mes amis de France, je vais mieux pour le moment mais le traumatisme est toujours là. En ce qui concerne la paroisse, c'est tout le pays qui est frappé par le séisme, car beaucoup de gens qui vivaient à la capitale viennent dans les villes de provinces. Il y avait beaucoup de morts et de blessés dans le département de l'Artibonite .

Nous avons 3 priorités: semences agricoles, l'achat d'outils et microcrédit agricole. Nous aimerions augmenter notre production et nous voulons encadrer plus les gens dans la zone, pour cela il nous faut plus de semences et plus d'outils. Pour le micro crédit agricole, ils ont grand besoin de faire de petits commerces et d'envoyer leurs enfants à l'école.

D'ici mi-février, les gens commenceront à préparer la terre

pour accueillir les semences. Déjà nous comptons sur votre aide . » 25/01/10.

Père Tony CHARLES, jumelage LACIM qui soutient une coopérative de petits paysans sur une zone de 15 000 habitants.

Grande Rivière du Nord

Il n'y a pas de dégâts notables sur place, mais comme ailleurs un afflux de nombreuses personnes fuyant Port-au-Prince .

La Sr Reena responsable de ce jumelage se trouvait à Port au Prince lorsque le séisme est survenu et a donné des nouvelles du Centre Rosalie : 1 école très endommagée à reconstruire, des décès, des sans abris.

Bassin Bleu & Verrettes

« Les membres de ma famille ne sont pas atteints. J'ai perdu beaucoup d'amies et de collègues de travail. Les dégâts sont enregistrés surtout dans la capitale. C'est le pays entier qui pleure des proches. »

Angelère MARSILLON, pour ces 2 jumelages pour des centres scolaires. 18/01/10.

Dupity

« Les gens de Dupity n'ont pas été affectés par le séisme, sauf une grande fissuration dans le mur du Centre de santé. Nous devons réparer ou construire

A noter dans vos agendas

Une prochaine AG, suivie d'ateliers, une inauguration d'exposition, un diner convivial, une conférence...

à Croizet sur Gand (42)

Samedi 5 juin

- * 9h 30 /16h30 Assemblée Générale LACIM
- * 17h Inauguration de la nouvelle exposition "A la rencontre des Adivasi peuples autochtones des forêts de l'Inde " Participation probable d'invités indiens.
- * 18H /19h Apéritif et diner convivial
- * 20h30 Conférence de Françoise MORIN Anthropologue, professeur émérite de l'Université Lyon 2 sur 30 ans de luttes pour les droits des peuples autochtones dans le monde et leur représentation à l'ONU.

Dimanche 6 juin

de 9 h à 12h Ateliers thématiques par pays et comités de jumelage sur une même zone d'action. Echange avec les permanents, les chargés de mission, les autres comités...

une autre maison. Tous nos mes dans l'impossibilité d'y ré-enfants se portent bien. Nous pondre. Dans quelle mesure avons recueilli des enfants et pouvez-vous venir en aide leurs parents qui laissent aux sinistrés? Nous sommes Port-au-Prince. Ils doivent aller en train de les recenser dans la à l'école, il faut les nourrir, trouver des vêtements...Nous sommes paroisse...

Père Enorce BRUNOT 31/01/10.

Naitre fille en Inde

*"Pourquoi es-tu venue
au monde, ma fille,
quand un garçon
je voulais ?
Vas donc à la mer
remplir ton seau :
puisses-tu y tomber
et t'y noyer...."*

**Ce chant populaire indien nous donne une idée réaliste de ce qu'est "naître fille en Inde" encore aujourd'hui!
La naissance d'une fille est une vraie malédiction.**



Photo Hélène POUILLY.

Les indiens ont toujours considéré qu'élever une fille, c'est "arroser le jardin du voisin" !

De nos jours encore, la société indienne est basée sur le droit de propriété transmissible dans la lignée père-fils. Le fils aîné hérite donc de ses parents, moyennant quoi, il s'occupera d'eux dans leurs vieux jours puis, leur rendra le culte dû aux ancêtres.

D'autre part, **le système des dots** à fournir aux filles qui se marient ne pousse pas les familles à souhaiter des filles. Ce système très lourd a pourtant été aboli par la loi en 1961.

La natalité ayant diminué en Inde, la chance d'avoir un garçon a elle aussi diminué. Du coup les couples vont tout mettre en œuvre pour ne pas élever de petites filles.

L'avortement légalisé en Inde en 1971 arrive en première ligne des méthodes utilisées. Le slogan d'une clinique pratiquant le foeticide féminin est " Mieux vaut investir 5000 roupies maintenant dans un avortement que déboursier 500.000 roupies dans une dot!"

Une loi interdisant les avortements systématiques des fœtus féminins a été votée en 1994.

Mais ce n'est qu'en 2001 que les médecins ont commencé à être condamnés par la justice pour avoir effectué des échographies poussant à l'avortement.

L'autre méthode est l'abandon ou l'infanticide des petites filles (interdit en 1970) associé à une non déclaration de la naissance. Les mères considèrent faire un acte de pitié en soustrayant l'enfant à un futur, plein de souffrances et de misère!

Par manque de soins ou de nourriture la mortalité des filles en Inde est 1.5 fois plus importante que celle des garçons. 90% des bébés abandonnés sont des filles.

La résultante d'une telle sélection à terme va favoriser la fille qui n'aura aucun mal à trouver un conjoint et va pénaliser le garçon qui se retrouvera sans partenaire.

De plus lorsque les femmes seront en âge d'enfanter, leur faible nombre entraînera automatiquement une baisse importante de la natalité donc pas de renouvellement de leur génération. Il y a actuellement en Inde 933 femmes pour 1000 hommes. 40 millions d'indiens ne trouveront donc jamais de partenaire.

Il n'y a que dans l'état du Kerala (Sud de l'Inde) où la parité homme femme est respectée et où l'égalité de l'éducation porte ses fruits.

Mais que deviennent ces petites filles sauvées du désir de "garçon"?

Pour la plupart, elles subissent l'inégalité dans l'accès à la vie et à l'éducation dès la naissance.

Une étude effectuée en Inde a révélé que 51% des garçons étaient nourris au sein alors que 30% des filles seulement le seraient.

Puisqu'une fille doit partir dans une autre famille, cela ne sert à rien d'investir dans son éducation. L'emploi de bonne à tout faire leur tient lieu de destinée. Le ménage, les courses, les approvisionnements, la garde des plus jeunes, toute l'éducation se résume en une préparation à

son rôle d'épouse. 17% des domestiques ont moins de 14 ans.

Si elles réussissent à aller à l'école, **les différences entre filles et garçons sont entretenues.** Elles seront chargées du ramassage du bois, de l'eau, elles devront nettoyer les classes, la vaisselle. Les garçons bien sûr sont exemptés de ces tâches! 45% des femmes sont analphabètes sur 25% d'adultes illettrés.

Très jeunes, les filles seront au mieux promises à un mari. Elles quitteront très tôt leur famille passant sous l'autorité de leur belle-mère et ne seront plus d'aucun secours à leur famille d'origine qu'elles ne verront que très peu. A la campagne, 15% des filles seront mariées avant l'âge de 13 ans bien que l'âge légal du mariage soit pourtant fixé à 18 ans.

La pratique de la dot, qui n'existait à l'origine que pour la classe des brahmanes, renforce la discrimination. L'évolution économique pousse les familles à demander encore plus, obligeant les parents de la future mariée à l'endettement à vie. Là où l'on demandait un vélo, on demande aujourd'hui un scooter! Tout ce qui est apporté par la mariée est confisqué par la belle famille et la jeune fille ne possède donc rien.

Des femmes sont assassinées par leur mari qui considère que la dot n'est pas rentable. Ces meurtres sont déguisés en incendie de cuisine la plupart du temps. Toutes les six heures une femme est brûlée lors d'un " accident de cuisine ", battue ou poussée au suicide par sa belle famille. Les maris se donnent ainsi le droit d'épouser une autre femme et une autre dot! On considère qu'actuellement 100 femmes seraient tuées par semaine pour cette raison.

Le harcèlement moral d'une belle mère jamais satisfaite et toujours plus exigeante fait souvent partie du quotidien de la nouvelle épouse.

A la mort de son mari, la femme perd son statut social et dépend entièrement du bon vouloir de sa belle famille. Souvent considérée comme une bouche à nourrir inutile, elle est mise à la rue. Il

ne lui reste plus qu'à mendier ou à se prostituer.

Les veuves sont considérées selon la croyance populaire, comme porteuses de malchance, comme si elles étaient responsables de la mort de leur mari. Elles seront mises à l'écart de tous les événements survenant dans la famille.

Pour beaucoup de jeunes filles, c'est la prostitution qui les guette puisque c'est un moyen de faire rentrer de l'argent. Elles se retrouvent sur le trottoir dès l'âge de huit ans. Un grand nombre mourra, suite aux mauvais traitements et aux problèmes de santé.

Certaines autres encore, seront données au temple et deviendront l'esclave sexuelle du prêtre.

Pour celles qui sont mariées de force, elles subissent le viol par leur propre époux qui ne risque aucune peine pénale, le viol conjugal n'étant pas considéré comme un délit jusqu'à présent. Mais une loi du 26 octobre 2006 protège désormais les femmes des violences au sein de leur foyer.

Maintenant ce sera à l'homme de prouver qu'il ne maltraite pas sa femme lorsque celle-ci aura porté plainte et, pour éviter la maltraitance des policiers, la femme pourra porter plainte directement auprès du magistrat concerné.

Cette nouvelle loi, qui fait suite et renforce celle de 1985, donne à la femme le droit de percevoir une pension alimentaire, financière et immobilière, et d'avoir accès à des soins médicaux pour elle et ses enfants.

Entre Inde traditionnelle et Inde moderne

Un paradoxe de la modernité fait que ce ne sont pas les familles les plus pauvres qui " éliminent les petites filles " mais bien la classe moyenne, éduquée, proche du monde occidental où la dot est la plus coûteuse. Ce sont les régions riches qui voient donc naître le moins de filles.

Pourtant la situation est très différente pour les filles sauvées de ce désastre, dès que l'on quitte la campagne pour les grandes villes modernes et les familles plus aisées.

Dans les grandes métropoles indiennes, là où l'on trouve les classes plus aisées qui ont gardé leurs filles, on laisse celles-ci aller à l'école et leur réussite est supérieure à celle des garçons. La discrimination y est inexistante. Elles vont pouvoir se préparer à gagner leur vie et par là même, leur indépendance.

Mais les filles ayant reçu une éducation ne seront plus aussi dociles et ne respecteront plus les traditions, d'où la peur des parents, qui auront une fille plus difficile à marier...

Le mariage arrangé reste une tradition avec pourtant maintenant la possibilité pour la jeune fille de donner son avis.

Changer les mentalités : le rôle de la femme

Le gouvernement fait d'importants efforts pour améliorer le statut de la femme en Inde mais le poids des traditions est encore très puissant et les lois ont un impact peu important sur les pratiques ancestrales.

Des organisations indiennes mettent en place des programmes de réhabilitation pour les prostituées, des programmes de santé pour mères et enfants, des formations de jeunes filles indigènes. Tous ces programmes sont mis en place grâce à la

collaboration même des femmes regroupées entre elles et très conscientes que l'évolution de leur condition passera par elles seules et par la scolarisation de leurs filles.

La modernisation accélérée de l'Inde depuis dix ans a creusé un grand écart entre les générations mais aussi entre les différents niveaux sociaux de cet immense pays; il est évident que l'évolution globale passera obligatoirement par l'éducation de toutes les filles.

En aidant les familles à

obtenir un meilleur niveau de vie grâce aux projets générateurs de revenus mis en place par des groupes de femmes, LACIM participe à la reconnaissance de ces femmes ainsi qu'à celle de leurs filles, elles-mêmes futures femmes, épouses et mères de famille par leur éducation et leur scolarisation.

Dominique HUMEN, Commission Inde, comité de Luriecq (42).

Sources : Population et Sociétés Septembre 2004

Télérama septembre 2006

Droit des femmes fraternet.

RFI In Le Monde 05-2005.

Le Monde diplomatique 05-2005.

Un projet sur l'eau dans une commune de la région de Mopti au Mali



Une eau claire à Torobané

C'est une donnée incontournable : lorsqu'un nouveau jumelage démarre au Mali, neuf fois sur dix, le premier projet demandé par les nouveaux amis concerne l'eau, qu'il s'agisse de puits ou de forages.

L'inconvénient, pour ce type de projets en Afrique, c'est que les coûts en sont élevés et les jumeaux français peuvent difficilement assumer la charge financière demandée en une seule fois et cela « bloque » leurs possibilités pour deux ou trois années.

Pour remédier en partie à cette situation le conseil d'administration avait décidé, il y a quelques années, de réserver le fonds de solidarité à ce type d'actions en aidant le jumeau concerné à hauteur de 50% du

coût d'un projet concernant l'eau.

Mais le fonds de solidarité n'est pas inépuisable et il a été décidé de **chercher par ailleurs des subventions pour ce type d'aide spécifique à l'eau.** Dans ce type de subventions peuvent également être incorporés des travaux concernant l'assainissement (en particulier les latrines pour des écoles). Jacques FONTAINE, du conseil d'administration, a accepté d'assumer cette tâche auprès des collectivités diverses en France. Pour aboutir dans ce genre de démarche, il faut s'appuyer sur un **dossier complet, étudié sur le terrain, incluant plusieurs villages** afin de ne pas disperser les demandes et avoir des chances d'aboutir de façon positive.

Des comptes sont évidemment à rendre aux organismes subventionnés.

C'est dans cette optique, qu'en 2007, j'ai monté un dossier pour la commune de Baye (au Mali une commune peut comporter jusqu'à 30 villages) où nous soutenons ou avons déjà soutenu 11 villages depuis une douzaine d'années.

De nombreux forages étaient en panne, des puits à reprendre, des villages dépourvus d'eau à la saison chaude. L'étude s'est faite en accord avec la municipalité afin de prendre en compte les villages les plus démunis au niveau de l'eau. **Des démarches auprès des services de l'hydraulique de la région** sont également indispensables car il

est primordial de connaître toutes les caractéristiques techniques de l'existant. Une connaissance des différentes structures locales est donc nécessaire.

Il est bien entendu que dans la répartition financière il est demandé à **LACIM de prendre à sa charge 20% du coût total.** Et, selon les règles que nous tenons à maintenir sur le terrain, les villages concernés participent soit financièrement soit physiquement. Le dossier initial représentait quant à lui un coût de 108 000 euros.

De nombreuses démarches et rencontres ont été nécessaires auprès de différents organismes. L'un a accepté de nous soutenir en 2008, deux autres en 2009.

Bien évidemment le dossier a dû être ajusté au fur et à mesure car les données sur le terrain évoluent, fort heureusement, chaque année.

Le déblocage des premières subventions ayant eu lieu en juin et juillet 2009 les travaux ont pu commencer en septembre. La saison des pluies dans le secteur concerné a mal démarré et en juin et juillet les conditions ont été si mauvaises que les agriculteurs ont dû semer une seconde fois, voire une troisième. Fort heureusement, les pluies se sont prolongées en septembre (provoquant par contre de nombreuses inondations) et l'accès aux chantiers a été de ce fait plus difficile, les pistes étant parfois impraticables.

Une mission LACIM a été nécessaire sur le terrain afin de s'assurer que tout démarrait

correctement et surtout pour voir si des ajustements de dernière minute ne s'avéraient pas obligatoires. Elle s'est déroulée du 14 au 23 septembre et Niantigui DEMBELE notre permanent malien, m'a accompagné au long de celle-ci. Malgré les conditions parfois limitées (il nous a été impossible d'accéder à un village), nous avons pu coordonner le chantier et modifier sur place les travaux dans un village.

Le projet final avait, au moment de la mission, les objectifs suivants : réhabilitation des pompes de 5 villages, creusement d'un puits de 40m, réhabilitation de 2 puits, creusement d'un forage, construction de latrines dans une école.

A la fin de notre mission la réhabilitation de deux forages forage était déjà terminée, la construction d'un puits avait démarré et les buses pour la réhabilitation d'un autre puits fabriquées (celles-ci ainsi que les moellons pour les murs sont confectionnés sur place).

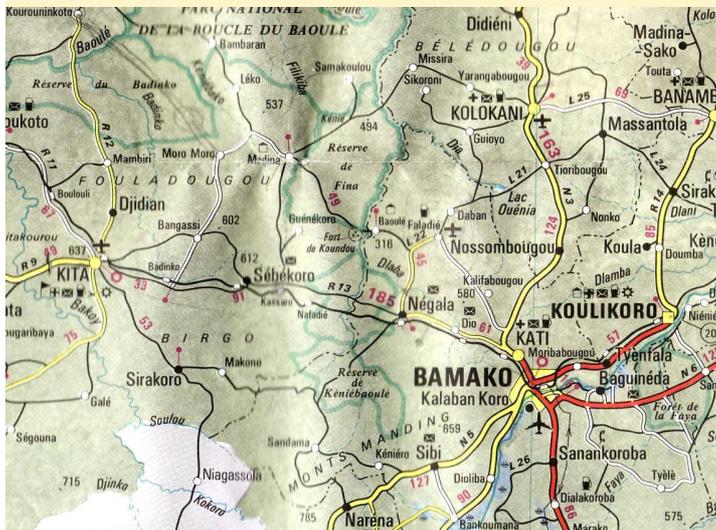
Le côté technique ainsi que le résultat final de ce projet vous seront présentés dans le prochain LACIM infos. La mission de janvier/février 2010 sur la région de Mopti sera l'occasion de se rendre compte de tout le travail accompli et si celui-ci l'a bien été selon ce qui avait été prévu.

Gérard VERSCHOORE, chargé de mission LACIM sur la région de Mopti. Commission Afrique. Comité d'Eveux/L'Arbresle et Ouest lyonnais. (69).

Rapide bilan des récents projets de LACIM dans la région de BAMAKO

En ce début d'année 2010 ce sont 39 villages qui bénéficient de l'aide de LACIM dans la zone de BAMAKO.

Certains sont jumelés depuis 15 ans et plus, certains très récemment. Ils se situent le long des routes de KOLOKANI (100 Kms au Nord de la capitale) et de KITA (210 Kms à l'Ouest) et entre les deux. Ces grands axes sont depuis peu goudronnés, ce qui facilite beaucoup les missions de nos représentants et permet de plus fréquentes visites.



Le propos de cet article n'est pas d'évoquer les projets classiques (infrastructures scolaires, puits et forages, soutien à la scolarisation, banque de céréales, appui aux maternités et centres de santé, moulins à mil, maraîchage, matériels agricoles, etc.) mais de faire le point sur les grands projets proposés à l'ensemble des villages.

En effet, après une phase d'expérimentation et d'évaluation, nous nous efforçons de mettre en place des programmes communs à tous, pour des raisons d'efficacité et d'optimisation des frais structurels (personnels et matériels) liés à la nécessité d'assurer un encadrement et un suivi rigoureux des projets.

Après consultation des populations, les programmes sont élaborés en concertation avec l'ONG malienne GAE SAHEL avec laquelle nous travaillons maintenant en confiance après 8 ans de partenariat et à qui est confiée (à une exception près) l'exécution des programmes.

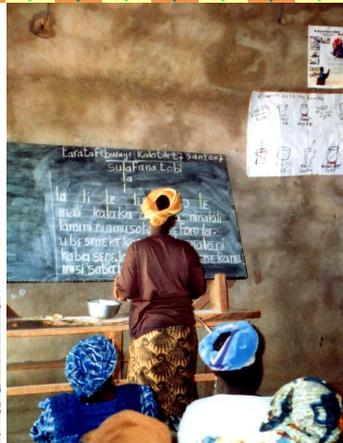
La population des villages est difficile à évaluer. Malgré 2 recensements relativement récents, les chiffres officiels ne sont pas fiables, du fait entre autres de l'existence de hameaux dont les habitants sont officiellement rattachés à leur village d'origine mais qui sont

trop éloignés (parfois plus de 10 kms) pour que cela corresponde à une réalité sociale. Cependant on peut penser que notre action concerne plus de 30 000 personnes.

Au passage, il faut noter que la pyramide des âges n'est pas du tout comme dans nos pays dits "développés". Pour 1000 habitants on peut compter 50 naissances par an et environ 250 enfants à scolariser en 1er cycle (durée 6 ans). Ceci signifie que dans nos villages près de 50% de la population a 12 ans et moins. Notre aide à la scolarisation pour les écoles communautaires concerne cette année 31 écoles et 5250 enfants (46% de filles).

Alphabétisation des femmes

En 6 ans, le programme d'alphabétisation a concerné tous les villages (sauf 3 par manque de financement). Près de 4000 femmes ont pu apprendre à lire, écrire et compter en bambara. Simultanément ces femmes ont reçu une formation dans des sujets concernant leur vie de tous les jours : hygiène individuelle et familiale, hygiène des points d'eau et des espaces collectifs, intérêt de la préparation à la naissance et de l'accouchement en maternité, sevrage des enfants, principes de l'équilibre alimentaire, budget familial,



micro crédit, gestion des moulins, etc.

Les femmes ont dit tout l'intérêt de ce programme même si seule une minorité peut être considérée comme "néo-alphabète" avec les difficultés d'entretenir leurs connaissances par manque d'occasion de pratiquer la lecture et l'écriture. Sur un plan personnel, elles se sentent désormais reconnues et aptes à prendre des initiatives et des responsabilités. Elles se défendent dans les transactions commerciales. Au marché, on ne peut plus abuser de leur ignorance. Leur vie sociale s'est enrichie. La cohésion sociale s'est renforcée. L'hygiène et la propreté ont fait d'énormes progrès. Les enfants ne meurent plus au sevrage. La santé s'est améliorée. Les femmes s'efforcent d'envoyer leurs enfants et en particulier leurs filles à l'école. Beaucoup d'hommes reconnaissent qu'eux-mêmes et leur famille ont beaucoup profité de ces formations.

Cette année, 6 villages vont poursuivre ou achever le cycle d'alphabétisation et 29 autres vont bénéficier d'un programme de post-alphabétisation de 4 semaines qui devrait concerner environ 2000 femmes.

Accès au crédit

Parallèlement à l'alphabétisation, nous avons fait en sorte que les femmes de tous les villages aient accès au crédit :

- * soit en fournissant un capital : 3000 femmes disposent en moyenne de 12 000 FCFA.
- * soit en les organisant pour emprunter dans des Caisses d'Epargne communales existantes : 500 femmes demandent entre 10 000 F et 25 000 F. Cela peut nous sembler bien peu mais quand on ne posséd-

rait rien, c'est un changement considérable. Cela permet de faire du petit commerce, d'acheter les semences d'arachide ou de légumes quand on en a besoin, etc.

Malgré un intérêt de 1,5% par mois (qui jusqu'à présent leur restait acquis et venait renforcer leur capital, LACIM payant les frais de gestion), il n'y a pas de défaillances de remboursement.

Nous tentons actuellement dans les communes voisines de N'CIBA (11 villages jumelés) et DABAN (6 villages jumelés) de mettre en place des Caisses d'épargne (donc possibilité de dépôt) et de crédit. Reconnues par l'Etat malien, elles auraient accès à des crédits bancaires, de sorte que les femmes de nos villages jumelés pourraient demander des crédits plus importants et que celles des villages non jumelés pourraient également y avoir accès. La population totale des 2 communes dépasse 30 000 habitants.

Agriculture durable



Culture de mil

Ce projet destiné aux agriculteurs comporte 2 volets. Un agriculteur reçoit du petit matériel (brouette, pelle, pioche, râtelier, fourche) et s'engage par contrat à :

- produire chaque année une quantité suffisante de compost pour amender un hectare (5 tonnes soit 32 charretées à âne)
 - mettre en place en 2 ans 400 m de dispositifs anti-érosion (lignes de cailloux ou fascines)
 - rembourser en 2 ans 50% du prix de la brouette soit 15 000 F (brouette française de marque HERMELIN car les fabrications locales sont rares et vite inutilisables).
- Les agriculteurs sont encadrés par des ingénieurs en agriculture et dans chaque village il y a

un relais villageois spécialement formé. Bien qu'ils aient des difficultés à respecter l'objectif de production, **tous reconnaissent l'étonnante différence de rendement.**

La récolte de céréales (maïs, mil, sorgho) sur un champ de 1 Ha non traité est en moyenne de 600 kgs. Cette moyenne est doublée sur un champ ayant bénéficié de compost.

Les difficultés essentielles sont les suivantes :

– **difficulté d'organisation du travail** : les bénéficiaires attendent d'avoir terminé les récoltes (début janvier cette année) pour creuser les fosses et les remplir alors que la matière végétale est abondante à partir de novembre et se raréfie ensuite du fait du dessèchement et du passage des nombreux troupeaux de ruminants.

– **difficulté d'arrosage** : pour une bonne décomposition il faut arroser tous les 2 à 3 jours avec 50 à 100 litres d'eau ; là encore il est important de commencer tôt car en finissant de remplir les fosses fin novembre, le compost est prêt courant mars et durant cette période l'eau est disponible dans les mares ou les puits qui tarissent ensuite.

– **difficulté de transport dans**

les champs : les agriculteurs que nous aidons sont pour la plupart très pauvres et mal équipés de sorte que suivant les villages de 30 à 50% n'ont ni charrette ni âne.

Cette année, il y aura 750 agriculteurs bénéficiaires (suivant la population des villages et l'ancienneté du projet dans la zone cela représente de 20 à 50 % des exploitants recensés). Certains vont avoir du mal à tenir leur engagement mais à l'inverse d'autres ont creusé 2 fosses (et exceptionnellement 3). Certains non encore bénéficiaires ont commencé avec leurs propres moyens ou en empruntant les matériels à des voisins. **On peut estimer que la production va se trouver accrue de 450 tonnes soit sur les bases de l'an dernier (120 F le kg à la récolte) une valeur de plus de 50 000 000 FCFA (80 000 €).**

Cette année aussi, **il est prévu de tester des semences améliorées** produites par un organisme d'Etat malien et obtenues par sélection (et non OGM). Si on en croit les chiffres, sur des surfaces amendées, il est possible de doubler le rendement des variétés traditionnelles.

Ce programme permet réellement d'espérer vaincre la part de malnutrition imputable à l'insuffisance de céréa-

les.

Foyers améliorés



Village de Takony, femmes cuisinant sur des foyers améliorés.

Dans les villages la cuisine se fait au bois avec des marmites posées en équilibre sur 3 pierres.

L'idée est d'entourer ce foyer par un petit muret de banco. La consommation de bois est ainsi diminuée dans un rapport de 3 à 4 et la sécurité des cuisinières et des enfants est considérablement améliorée.

Le banco, matériau de base de toutes les constructions traditionnelles, est disponible et gratuit. Dans chaque village, Yoro HAÏDARA notre technicien fait une démonstration et forme 3 ou 4 jeunes qui vont ensuite dupliquer dans toutes les familles (3 ou 4 foyers par famille). Pour leur travail, ces jeunes reçoivent une petite rétribution (250 FCFA par foyer). Après

expérimentation, toutes les femmes attendent leur tour avec impatience.

A fin juin, on peut penser que le programme sera achevé dans les 2000 à 2500 familles qui constituent nos villages jumelés. Ces foyers nécessitent un entretien régulier mais très simple et on peut espérer que la pérennité sera assurée – et nous y veillerons – On peut aussi penser que le savoir-faire va s'étendre dans les villages voisins non jumelés.

En élargissant l'horizon au-delà de notre jumelage, **ce bilan des 4 grands programmes financés par LACIM permet j'espère d'avoir une idée de l'impact des projets dans un contexte plus large que notre seul village.** Nous nous efforçons de les mettre en place dans nos autres régions d'intervention (MOPTI et GAO) même si cela nécessite des aménagements.

En conclusion, on peut affirmer sans risque d'être contredit que notre action est partout très appréciée. De ce fait nous sommes sollicités par beaucoup de villages et de communes et de très nombreuses demandes de jumelage sont en attente.

André JOSSE, comité de Seine et Loing (77).

Des nouvelles du village de SANAMBA



dans les champs et ce n'était pas possible le ventre vide.

Quelques témoignages



vait, personne n'avait bonne mine à cause de la faim. En possession de l'argent, tout le monde s'est précipité au marché de DIO. Et on voyait que tous avaient bonne mine. Ceux qui étaient découragés ont repris les travaux dans leurs champs. C'était le manque de nourriture qui les décourageait.»

Il a été demandé un remboursement de façon à relancer la banque de céréales.

Bassy Diarra estime que cela se fera sans problème car *« l'appui est venu au moment où on n'espérait plus et a servi à tous sans exception.»*

Avec beaucoup d'autres, **N'Tomblé Diarra** affirme *« cette fois-ci on a compris le rôle de la banque de céréales ! »*

Bien sûr, tout le village remercie :

« Nous disons merci à Yoro, merci aux amis, merci à LACIM, et que vive l'amitié ... »

André JOSSE.

Devant l'appel au secours de ses amis de Sanamba, le Comité de Seine et Loing a envoyé **une somme de 600 000 FCFA en urgence,** fin Août 2009. **Cet argent** a été réparti entre les familles du village en fonction des besoins.

Il a permis d'acheter au total près de 4 tonnes de céréales. Les familles ont pu se nourrir correctement pendant 4 semaines en cette période critique car il fallait travailler

Yoro HAÏDARA notre technicien agricole à BAMAKO a recueilli de nombreux témoignages de bénéficiaires.

Coundou Sidibe : *« Le jour où l'argent arrivait au village, je dirais que pas un seul foyer n'avait à manger, donc un grand bonheur ce jour ! ».*

Nene Keita : *« J'ai eu la chance d'avoir pour ma famille le prix de 2 sacs de mil de 100 Kgs. Au moment où cet argent arri-*

Les bienfaits du compost



L'an dernier, dans le cadre du projet « Agriculture durable », 10 agriculteurs du village (sur environ 40) ont mis du compost dans leurs champs et ont en moyenne récolté 400 Kgs de plus que d'habitude.

De quoi éloigner un peu le spectre de la faim. Cette année ce sont 15 agriculteurs supplémentaires qui sont équipés.

En comparant ces chiffres avec celui du secours d'urgence, on voit l'impact considérable du projet et l'espoir – pour les plus courageux capables de produire assez de compost – de couvrir rapidement les besoins familiaux en céréales.

Témoignages de nos jumeaux après le séisme en Haïti (suite de la p.3)

A Carice « /.../ Lorsque la catastrophe est arrivée il y avait la pluie chez nous à Carice et les routes étaient impraticables pour les voitures. Pas de téléphone alors que la majorité des familles ont des enfants en étude à Port-au-Prince. Trois nuits et deux jours de cauchemars avant de pouvoir téléphoner. Aussi **dès le lendemain certains jeunes sont partis en moto en passant par le Plateau central (Hinche) pour aller à la recherche des gens de Carice.... Tout un mouvement de solidarité est né... A l'initiative de quelques personnes une collecte a été organisée sur Carice.** C'était dimanche 17. Un comité est passé dans toutes les églises, les rues, les institutions, les familles et en quelques heures une somme importante a été ramassée. Les personnes donnaient vraiment ce qu'elles avaient. /... / **Ensuite le voyage a été organisé par étapes** en passant par une route difficile mais plus courte. Arrivés à Cerca ils peuvent continuer à pied. **L'important était de les retirer de l'enfer dans lequel ils se trouvaient. Ils étaient dans la rue à avoir faim et soif** et à la merci de bandes armées qui n'ont pas hésités à voler, à violer, à tuer...

113 personnes sont arrivées mardi soir.

Dès le vendredi 15, au dispensaire, nous avons commencé à recevoir quelques blessés. /.../ Pour pouvoir arriver à Carice il ne fallait pas que ce soit des blessures trop graves. Maintenant ce sont **les chocs psychologiques qui remontent à la surface... Toutes les personnes ne sont pas encore arrivées mais il y a au moins 305 personnes qui sont revenues (85 familles touchées).** Nous avons contrôlé **30 décès** (une famille a perdu 5 enfants). /.../

Nous en sommes toujours à l'étape de rapatriement et de soins mais il faut penser à l'avenir et nous sommes bien dépourvus car l'avenir est là : c'est demain, après demain. La plupart des familles n'ont rien, il faut trouver une solution pour les écoliers et les étudiants. /.../ **Encore merci à vous tous qui compatissez à la souffrance de ce peuple.** »

*Sr Marie -Thé, religieuse AML à Carice.
Lettre du 24 janvier 2010.*

A Mont Organisé

« Nous sommes maintenant dans la 2ème phase qui sera sans doute la plus longue et la plus difficile à gérer:

- * accueil des gens qui reviennent en province
- * accueil des blessés, des choqués psy...
- * accueil de ceux qui ont tout perdu: maison, vêtements, papiers...
- * accueil des élèves et des étudiants dont les établissements scolaires et les universités sont effondrés... Ils sont actuellement 265.

Donc dans chaque "paroisse-commune", car c'est vraiment l'heure de travailler ensemble, se mettre en place **des commissions pour gérer tout cela.**

Il y a des gens qui ne sont pas encore remontés; donc marathon pour trouver des fonds. Il y a de l'aide alimentaire qui arrive via Caritas, donc organisation pour la distribution. Il y a de l'aide en médicaments essentiels qui arrivent pour les centres de santé et hôpitaux. Il nous faut penser

à ouvrir nos portes d'écoles et de collège-lycée pour accueillir des jeunes qui ne retourneront pas à Port -au-Prince.

Nous ne savons pas ce que va faire le PAM (Programme Alimentaire Mondial) avec les écoles pour les cantines mais nous n'avons plus rien. Acheter de la nourriture, de la cassave pour donner une collation : **tout a augmenté, les familles sont un peu débordées...**

Il nous faut réfléchir à long terme : comment donner à chacun la possibilité de trouver dans son département, santé, études, administration pour qu'on ne soit plus obligés d'aller à Port-au-Prince pour faire une carte d'identité...

Pour le collège de Mont Organisé, est-ce qu'il ne faudrait pas commencer à penser à faire la classe de philo (terminale) car pour le moment je m'arrête en première.

Cela veut dire : salle supplémentaire, matériel informatique, photocopieur, énergie : énergie solaire ou génératrice, bibliothèque, salle polyvalente (salle de lecture, informatique ...).

Nous allons certainement accueillir dans nos écoles et au collège de "nouveaux" élèves venus de Port-au-Prince. Finalement la réouverture des classes est prévue pour le 8 février, même si le deuil national est maintenu jusqu'au 17 de ce même mois.

Donc, il y a plein de choses qui bougent et qui auront besoin d'être soutenues financièrement.

De toute façon merci pour tout... c'est en mettant les projets ensemble que nous pourrons faire quelques choses.

Merci pour votre générosité et votre amical soutien. »

*Sr Béatrice, sœur AML, école, collège et lycée de Mont Organisé.
Courrier du 2 février 2010.*

**Vos dons à LACIM pour Haïti
financeront en priorité
les projets d'aide d'urgence
pour nos jumeaux les plus touchés :
Beauséjour et le Centre Rosalie de Port-au-Prince.**

**LACIM s'engage aussi à apporter son soutien
dans la durée à tous ses jumelages haïtiens**

**Nous financerons 2 besoins prioritaires
pour le développement local :**

- 1) accueillir, soigner, loger,
nourrir des populations qui affluent
de Port-au-Prince vers les campagnes**
- 2) consolider et renforcer les projets existants:
agriculture, éducation, santé, nutrition.**

Adresser vos dons à l'ordre de :

LACIM solidarité Haïti.

Adresse: LACIM 42 540 Croizet sur Gand.

**Un reçu fiscal vous sera adressé
(déductibilité fiscale à hauteur de 66%).**

Les comités français seront informés de façon
détaillée sur l'utilisation des fonds envoyés.

Ils seront chargés de tenir au courant les donateurs
qui pourront également consulter le site internet.

**Site internet :
www.lacim.fr**

**Une autre façon de découvrir
LACIM, ses formes d'action,
et les manifestations
organisées en France.**

Directeur de la publication: André JOSSE
Rédactrice en chef : Catherine AMBLARD
Responsables du comité de rédaction :
Commission Inde : Dominique HUMEN
Commission Afrique : Madeleine GUYON
Commission Amérique Latine et Haïti : Annie BOUDOT
Commission communication : Catherine AMBLARD
Impression : Imprimerie ROLLAND LENTILLY (69 210)
Réalisation LACIM. Dépôt légal à parution.
Bulletin semestriel gratuit. ISSN 1763-8585.



Les Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde

Association loi 1901. Reconnue d'utilité publique
Siège : 42 540 CROIZET SUR GAND - France

Tél. : 04 77 63 25 42 - Fax : 04 77 63 23 38 / Email : lacim@lacim.fr